Titre

CRD Rennes, 16 nov. 2018

CONSEIL REGIONAL DE DISCIPLINE DES AVOCATS

DU RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE RENNES

ARRETE

Le 16 novembre 2018 à 14 heures, le Conseil Régional de Discipline des Avocats du ressort de la Cour d'Appel de Rennes s'est réuni à la Maison de l'Avocat, 6 rue Hoche à Rennes, sous la présidence de Monsieur le Bâtonnier Christophe TATTEVIN.

Étaient présents, outre le Président :

- Maître Véronique BAOUSSON (Saint Briec)
- Maître Julien BONNAT (Rennes)
- Maître Valérie CIZERON (Saint Nazaire)
- Maître Anaïck EON-ADAM (Rennes)
- Maître Frantz FAIVRE (Lorient)
- Maître Emmanuel FOLLOPE (Nantes)
- Maître Catherine JEANNESSON (Saint Malo-Dinan)
- Monsieur le Bâtonnier Jacques LAPALUS (Nantes)
- Maître Sylvain PRIGENT (Brest)
- Maître Claudine WAGNER (Lorient)

À 14 heures 30, en présence de Monsieur le Bâtonnier AUDREN, substituant Monsieur le Bâtonnier GLOAGUEN, Bâtonnier de l'Ordre des Avocats au Barreau de BREST, en qualité d'autorité de poursuite.

I. LE DEROULEMENT DE L'AUDIENCE

Monsieur le Bâtonnier X, cité à comparaître par courrier recommandé AR du 5 décembre 2018, était présent, assisté de Maître Patrick BOQUET, avocat.

À la demande du Président, le Conseil désigne Maître Sylvain PRIGENT, en qualité de secrétaire d'audience.

L'audience est publique.

Le Président interroge le Bâtonnier AUDREN pour savoir s'il a pris connaissance des conclusions adressées au secrétariat du Conseil Régional de Discipline par le conseil de Monsieur X le 12 novembre 2018, le Bâtonnier AUDREN répondant qu'il les a effectivement examinées et qu'il n'entend pas soulever de difficulté, les parties déclarant qu'elles n'entendent

soulever aucun moyen de procédure.

II. LE RAPPORT DU PRESIDENT

1. La saisine du Conseil Régional de Discipline en date du 28 décembre 2017

Le Conseil Régional de Discipline a été saisi par Monsieur le Bâtonnier GLOAGUEN, Bâtonnier de l'Ordre des Avocats au Barreau de BREST, suivant courrier recommandé AR du 28 décembre 2017 reçu le 2 janvier 2018 au secrétariat du Conseil Régional de Discipline.

2. Le rapport d'instruction

Maîtres Marine KERROS et Isabelle BOUCHET-BOSSARD ont été désignées en qualité de rapporteurs par le Conseil de l'Ordre des Avocats au Barreau de BREST par délibération du 10 janvier 2018.

À leur demande, le Président du Conseil Régional de Discipline a, le 4 mai 2018, prorogé de six semaines le délai laissé aux rapporteurs pour adresser leur rapport au secrétariat du Conseil Régional de Discipline.

C'est le 20 juin 2018 que le rapport d'instruction a été déposé.

Par décision du 29 juin 2018, le Président du Conseil Régional de Discipline a prorogé de quatre mois le délai laissé au Conseil pour prononcer sa décision, l'audience étant fixée au 14 septembre 2018.

En raison de l'éloignement du mis en cause qui réside en Espagne, le Président du Conseil Régional de Discipline a reporté au 16 novembre 2018 à 14 heures la date et l'heure de l'audience pour laquelle la citation a été adressée au Bâtonnier X le 5 septembre 2018.

En substance, les rapporteurs précisent avoir entendu le Bâtonnier X dont elles joignent le procès-verbal d'audition et le memorandum qu'il a rédigé ainsi que les pièces jointes à cette déclaration, le Bâtonnier X ayant précisé que le mandat qui lui avait été confié par Monsieur P à l'encontre de Monsieur G a pris fin en 2013 après que Monsieur P a été réglé des sommes qui lui étaient dues par Monsieur G en exécution d'une décision rendue par le Conseil de Prud'hommes, décision pour l'exécution de laquelle le Bâtonnier X avait mis en place une procédure de saisie-immobilière qui a donné lieu à une vente amiable matérialisée au cours de la procédure par la signature d'un compromis de vente régularisé le 23 décembre 2010 entre Monsieur G et Monsieur F, alors Directeur Général des Mutuelles de Bretagne, sous conditions suspensives de sa substitution par une Société Civile Immobilière et de la régularisation d'un contrat de bail entre cette SCI et les Mutuelles Générales de Bretagne.

S'agissant de son rôle en mai 2017, le Bâtonnier X a indiqué aux rapporteurs qu'il a remis un exemplaire du compromis de vente, dont il avait conservé une copie à son domicile espagnol et dont il a également retiré un exemplaire dans le dossier informatique à son ancien cabinet, à un journaliste du quotidien Le Parisien.

Le Bâtonnier X a précisé aux rapporteurs que son ancien client, Monsieur P, n'a pas été avisé de ses démarches, qu'il savait que la compagnie de

Monsieur F était avocate au Barreau de BREST, le Bâtonnier X contestant dans son mémorandum avoir commis des fautes disciplinaires.

Après avoir entendu le Bâtonnier X, les rapporteurs ont entendu l'ancien avocat de Monsieur G qui leur a remis des pièces extraites de son dossier.

Les rapporteurs ont également entendu le Bâtonnier PX, ancien associé du Bâtonnier X, qui avait substitué son associé à l'audience de saisie-immobilière, les recherches effectuées par les rapporteurs confirmant que le compromis de vente a été remis par Monsieur G au Juge mais également au Bâtonnier PX à l'audience du 24 février 2011.

Les rapporteurs ont également entendu Maître D, compagne de Monsieur F, assistée de son avocat, Maître D ayant confirmé que Monsieur le Bâtonnier X savait quel était son lien avec Monsieur F, le Bâtonnier X ayant été chargé du rapport lors de la demande d'inscription de Maître D au Barreau de BREST.

Elle précise également que son cabinet a souffert de la publicité faite à cette affaire.

Les rapporteurs ont également entendu Monsieur G qui confirme avoir remis personnellement le compromis.

Enfin, les rapporteurs ont tenté d'entendre Monsieur P, ancien client du Bâtonnier X, qui n'a pas souhaité répondre aux questions des rapporteurs.

III. LA CITATION ADRESSEE LE 5 SEPTEMBRE 2018 POUR L'AUDIENCE DU 16 NOVEMBRE 2018

La citation, qui reprend les termes de l'acte de saisine, évoque la procédure de saisie-immobilière et son dénouement constitué d'une vente amiable par Monsieur G au bénéfice de Monsieur F substitué par une Société Civile Immobilière dans laquelle était associée Maître D, compagne de Monsieur F, les interviews accordées à la presse à partir du mois de mai 2017 par le Bâtonnier X qui a remis à un journaliste du quotidien Le Parisien une copie du compromis régularisé le 23 décembre 2010, l'autorité de poursuite concluant que ces faits sont constitutifs de fautes disciplinaires visées par l'article 183 du décret du 27 novembre 1991 en ce que :

☐ ces interviews constituent une violation du secret professionnel visé à l'article 66-5 de la loi du 31 décembre 1971 et aux articles 2.1 et 6.1 du Règlement Intérieur National de la Profession d'Avocat, les déclarations du Bâtonnier X l'ayant conduit à révéler à la presse des informations et des documents dont il avait eu connaissance dans le cadre de son exercice professionnel et ainsi en qualité d'avocat.

☐ en accordant des interviews à la presse, six ans après les faits, en dehors du mandat qui lui avait été confié par son client, Maître X a en tout état de cause violé les dispositions précitées et de l'article 6.2 du RIN, la communication à la presse du compromis de vente constituant également une violation des dispositions du même texte.

☐ Maître X a manqué à la confraternité qu'il devait à son confrère Sandrine D en mettant celle-ci en cause personnellement et publiquement en lui reprochant un « manque d'éthique, un « enfumage », une participation à une manœuvre au détriment des Mutuelles de Bretagne et le fait qu'elle apparaîtrait de manière cachée dans une acquisition immobilière », ces faits constituant un manquement aux règles professionnelles et plus précisément à la confraternité, faits prévus aux articles 21.5.1.1 du RIN, 3 du décret du 12 juillet 2005 et réprimés par l'article 184 du décret du 27 novembre 1991.

IV. LE DEBAT CONTRADICTOIRE

Après l'instruction, qui s'est déroulée à l'audience, la parole a été donnée à Monsieur le Bâtonnier AUDREN, autorité de poursuite, qui a été entendu en ses explications aux termes desquelles il considère que le Bâtonnier X a manqué aux obligations précitées.

Maître Patrick BOQUET a été entendu en sa plaidoirie.

En dernier lieu, la parole a été donnée à Monsieur le Bâtonnier X.

Le Président, en invitant les parties à quitter la salle d'audience, a précisé que la décision serait prononcée après la suspension.

V. LA DECISION

- Sur la violation du secret professionnel

Si l'article 66-5 de la loi du 31 décembre 1971 et les articles 2.1 et 6.1 du Règlement Intérieur National de la Profession d'Avocat font du secret professionnel une « obligation impérieuse de l'Avocat », la 2ème Chambre Civile de la Cour de Cassation a eu l'occasion de rappeler à deux reprises, les 25 février et 13 octobre 2016, que le secret professionnel des avocats ne s'étend pas aux documents détenus par l'adversaire de leur client, les dispositions de l'article 66-5 précité ne s'appliquant pas aux correspondances adressées directement par une partie, quelle que soit sa profession, à l'avocat de son adversaire, ni celles échangées entre un avocat et une autorité ordinaire.

En l'espèce, les membres du Conseil estiment que le Bâtonnier X, en faisant les déclarations qui lui sont reprochées par l'autorité de poursuite, n'a pas trahi le secret professionnel qu'il doit à son client, ses déclarations n'étant que l'expression d'un avis personnel sans qu'il soit révélé autre chose que ce que la presse et le public savaient déjà au regard notamment des articles parus dans la presse avant l'intervention du Bâtonnier X.

S'agissant par ailleurs de la communication du compromis régularisé le 23 décembre 2010, le Conseil rappelle que ce document a été communiqué par Monsieur G au Juge de l'exécution et à l'avocat de son adversaire, ce document n'étant pas couvert par le secret professionnel ainsi que la 2ème Chambre Civile de la Cour de Cassation a eu l'occasion de le rappeler dans les deux décisions précitées.

Le Conseil en déduit que le Bâtonnier X n'a pas violé le secret professionnel.

- S'agissant de la violation du mandat

Le Conseil observe qu'aucun élément du dossier ne permet de déterminer avec précision l'étendue du mandat donné au Bâtonnier X par son client, que celui-ci n'a pas reproché au mis en cause d'avoir outrepassé ce mandat, a priori exécuté et achevé par la distribution des fonds par le cabinet du Bâtonnier X à son client, le solde subsistant en compte CARPA Séquestre étant destiné aux autres créanciers de Monsieur G dans la procédure de distribution.

Ainsi, et au regard des éléments qu'il dispose, le Conseil considère qu'il n'est pas établi que le Bâtonnier X a violé le mandat qui lui avait été confié par son client.

- Sur le manquement à la confraternité

Le Conseil, observant au préalable que des éléments dont il dispose, il ne

ressort pas que Maître Sandrine D aurait saisi son Bâtonnier d'une plainte dirigée contre le Bâtonnier X , remarque que dans ses déclarations, ce dernier n'a révélé ni l'identité, ni la profession de la compagne de Monsieur F dont il a, par des déclarations certes imprudentes, voire maladroitement, reproché le comportement dont il a confirmé à l'audience qu'il lui apparaissait qu'il pouvait porter atteinte à la réputation du Barreau.

Le Conseil estime par ailleurs que les propos reprochés au Bâtonnier X ont été tenus hors de son exercice professionnel alors que les textes visés dans la prévention font référence à un comportement manifesté au cours d'un tel exercice.

Dans ces conditions, le Conseil estime qu'il n'est pas établi que le Bâtonnier X a manqué à la confraternité.

En conclusions, le Conseil Régional de Discipline des Avocats du Ressort de la Cour d'Appel de RENNES, considérant que Monsieur le Bâtonnier X n'a pas enfreint les textes visés par l'autorité de poursuite dans l'acte de saisine et dans la citation remise au mis en cause, prononce sa relaxe.

PAR CES MOTIFS

Le Conseil Régional de Discipline des Avocats du Ressort de la Cour d'Appel de Rennes,

Vu la citation délivrée à Monsieur le Bâtonnier X pour l'audience du vendredi 16 novembre 2018 à 14 heures 30,

Vu les articles 183 et 184 du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat, 66-5 de la loi n°71-1130 du 31 décembre 1971, 2.1, 6.1, 6.2, 21.5.1.1 du Règlement Intérieur National et 3 du décret n°2005-790 du 12 juillet 2005,

Relaxe Monsieur le Bâtonnier X .

Fait et jugé à Rennes, le 16 novembre 2018

Bâtonnier Christophe TATTEVIN
Président

Maître Sylvain PRIGENT
Secrétaire d'audience